

Art. 8. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2014, met uitzondering van de derde zin van artikel 1, d.w.z. « Deze toestand mag enkel in 15 % van het vermogen bedoeld bij het pedagogische project van de dienst gebeuren », die de eerste dag na het verstrijken van een termijn van drie jaar vanaf de inwerkingtreding van dit besluit in werking treedt.

Art. 9. De Minister tot wier bevoegdheid de Hulpverlening aan de Jeugd behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 10 oktober 2013.

De Minister-President,
R. DEMOTTE
De Minister van Jeugd,
Mevr. E. HUYTEBROECK

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2013/29578]

10 OCTOBRE 2013. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les centres d'orientation éducative

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, l'article 47, remplacé par le décret de la Communauté française du 29 novembre 2012;

Considérant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les centres d'orientation éducative;

Vu l'avis n° 121 du Conseil communautaire de l'Aide à la Jeunesse, donné le 11 mars 2013;

Vu les avis de l'Inspection des Finances, donnés les 3 et 9 juillet 2013;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 11 juillet 2013;

Vu l'avis 53.811/2/V du Conseil d'Etat, donné le 11 septembre 2013, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre de la Jeunesse;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les centres d'orientation éducative est remplacé par la disposition suivante :

« Le centre d'orientation éducative, ci-après dénommé le centre, a pour mission d'apporter au jeune, à ses parents ou à ses familiers un accompagnement social, éducatif et psychologique dans le milieu socio-familial. A la suite de cet accompagnement, le centre peut, le cas échéant, apporter une aide spécifique aux jeunes en logement autonome.

La mission implique que le centre peut assurer le relais d'une réinsertion familiale organisée par un autre service agréé. ».

Art. 2. L'article 3 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Le centre travaille sur mandat d'une instance de décision qui est le conseiller de l'aide à la jeunesse ou le directeur de l'aide à la jeunesse ou le tribunal de la jeunesse dans le cadre, selon les cas, du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, de l'ordonnance du 29 avril 2004 ou de la loi du 8 avril 1965.

Le mandat précise les objectifs poursuivis, ses motifs et sa durée qui est au maximum d'un an renouvelable. Le mandat ne peut concerner plus d'un jeune. Le centre ne peut exécuter un mandat dont l'objet porterait sur des investigations, études sociales ou examens médico-psychologiques destinés à éclairer l'instance de décision sur la mesure à prendre.

Dans le cadre d'une mission de relais de réinsertion familiale l'instance de décision peut confier un mandat d'une durée d'un mois maximum aux deux services concernés.

Le centre fait un premier rapport à l'instance de décision dans les trois premiers mois qui suivent la date du mandat. Ce rapport précise les demandes de l'instance de décision et celles des bénéficiaires. Il contient une analyse de la situation et le programme d'aide envisagé.

Un deuxième rapport est transmis à l'instance de décision dans les 6 mois qui suivent le début de la prise en charge. Le centre transmet par la suite des rapports complémentaires au minimum tous les quatre mois, et ce jusqu'à la fin du mandat.

Il établit un rapport de synthèse à l'issue de la prise en charge.

Lorsque le tribunal mandate le centre dans le cadre de la loi du 8 avril 1965 et qu'il confie une mission de surveillance au service de protection judiciaire, le centre transmet copie des rapports à celui-ci.

§ 2. Pour l'application du présent arrêté, par nombre de situations visées par le projet pédagogique, il faut entendre le nombre de situations traitées simultanément. Le nombre de situations effectives est

déterminé par le nombre de mandats confiés au service. Le début de prise en charge correspond à la date du mandat. ».

Art. 3. L'article 4 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 4. La subvention annuelle provisionnelle pour frais de personnel visée aux articles 31 à 33 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi de subventions pour les services visés à l'article 43 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse est accordée au centre sur la base des normes suivantes :

pour un projet pédagogique visant :

a) 18 situations : 3 fonctions temps plein, dont :

- 1 directeur;

- 1 rédacteur;

- 1 titulaire d'un master ou d'une licence ou 1 éducateur classe 1 ou assistant social ou assistant en psychologie.

Au moins un emploi mi-temps est confié à un titulaire d'un master ou d'une licence en psychologie appliquée ou en sciences psychologiques;

b) 30 situations : 4 fonctions à temps plein, dont :

- 1 directeur;

- 1 rédacteur;

- 1 titulaire d'un master ou d'une licence. Au moins un emploi mi-temps est confié à un titulaire d'un master ou d'une licence en psychologie appliquée ou en sciences psychologiques;

- 1 éducateur classe 1 ou assistant social ou assistant en psychologie;

c) 40 situations : 5 fonctions à temps plein, dont :

- 1 directeur;

- 1 rédacteur;

- 1 titulaire d'un master ou d'une licence. Au moins un emploi mi-temps est confié à un titulaire d'un master ou d'une licence en psychologie appliquée ou en sciences psychologiques;

- 2 éducateurs classe 1 ou assistants sociaux ou assistants en psychologie;

d) 52 situations : 6 fonctions à temps plein, dont :

- 1 directeur;

- 1 rédacteur;

- 1,5 titulaire d'un master ou d'une licence. Au moins un emploi mi-temps est confié à un titulaire d'un master ou d'une licence en psychologie appliquée ou en sciences psychologiques;

- 2,5 éducateurs classe 1 ou assistants sociaux ou assistants en psychologie ou au maximum 1 éducateur classe 2 A comptant au moins cinq années de fonction éducative dans un service agréé par l'aide à la jeunesse;

e) 66 situations : 7 fonctions à temps plein, dont :

- 1 directeur;

- 1 rédacteur;

- 1,5 titulaire d'un master ou d'une licence. Au moins un emploi mi-temps est confié à un titulaire d'un master ou d'une licence en psychologie appliquée ou en sciences psychologiques;

- 3,5 éducateurs classe 1 ou assistants sociaux ou assistants en psychologie ou au maximum 2 éducateurs classe 2 A comptant au moins cinq années dans une fonction éducative dans un service agréé par l'aide à la jeunesse; ».

Art. 4. A l'article 5 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° le point B est remplacé par le point suivant : « B. Personnel psycho-social : assistant social ou auxiliaire social ou assistant en psychologie ou assimilé; les titulaires d'un master (ou d'une licence) possédant un des cinq masters (ou une des licences) mentionnés à l'annexe 3 précitée hormis le master (ou la licence) en droit »;

2° le point C est remplacé par le point C suivant : « C. Personnel administratif : toutes les fonctions administratives; »;

3° l'article 5 est complété par un point E. rédigé comme suit : « E. Personnel technique : personnel technique. ».

Art. 5. L'article 6 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 6. - La subvention annuelle provisionnelle pour frais de fonctionnement visée aux articles 35 et 36 de l'arrêté visé à l'article 4, est accordée au centre sur la base des normes de référence suivantes :

pour un projet pédagogique visant :

a) 18 situations : 15.661,37 EUR indexables;

b) 30 situations : 16.800,49 EUR indexables;

c) 40 situations : 21.356,20 EUR indexables;

d) 52 situations : 26.697,64 EUR indexables;

e) 66 situations : 32.295,01 EUR indexables. ».

Art. 6. Les services agréés et subventionnés à la date d'entrée en vigueur du présent article sont agréés de plein droit sur base des dispositions visées par le présent arrêté. Le nombre de situations défini dans le projet pédagogique du service agréé est fixé sur base du nombre d'emplois subventionnés au jour qui précède la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

La subvention visée à l'article 4 pour les services visés à l'alinéa 1 est déterminée en fonction du nombre d'emplois subventionnés au sein du service au jour qui précède la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 7. L'article 8 du même arrêté est abrogé

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2014.

Art. 9. Le ministre ayant l'Aide à la Jeunesse dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 10 octobre 2013.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE
La Ministre de la Jeunesse,
Mme E. HUYTBROECK

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2013/29578]

10 OKTOBER 2013. — Besluit tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van centra voor opvoedkundige voorlichting

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, artikel 47, vervangen bij het decreet van de Franse Gemeenschap van 29 november 2012;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van centra voor opvoedkundige voorlichting;

Gelet op het advies nr. 121 van de Gemeenschapsraad voor Hulpverlening aan de Jeugd, gegeven op 11 maart 2013;

Gelet op de adviezen van de Inspectie van Financiën, gegeven op 3 en 9 juli 2013;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 11 juli 2013;

Gelet op het advies 53.811/2/V van de Raad van State, gegeven op 11 september 2013, met toepassing van artikel 84, lid 1, 1^o van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Jeugd;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 2 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van centra voor opvoedkundige voorlichting, wordt door de volgende bepaling vervangen:

« Het centrum voor opvoedkundige voorlichting, hierna het centrum genoemd, heeft tot opdracht aan de jongere, zijn ouders of zijn leefgenoten een sociale, educatieve en psychologische begeleiding te bezorgen in de socio-familiale omgeving. Ten gevolge van deze begeleiding kan het centrum, desgevallend, specifieke hulp verlenen aan de jongere inzake autonome huisvesting.

De opdracht impliceert dat het centrum in kan staan voor het overnemen van een wederinschakeling in het gezin door een andere erkende dienst. ».

Art. 2. Artikel 3 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen:

« § 1. Het centrum werkt op mandaat van een beslissingsinstantie, namelijk de adviseur voor de hulpverlening aan de jeugd of de directeur voor de hulpverlening aan de jeugd of de jeugdrechtbank, in het kader van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, de ordonnantie van 29 april 2004 of de wet van 8 april 1965.

Het mandaat vermeldt de nagestreefde doeleinden, de redenen en de duur ervan, die ten hoogste een jaar bedraagt, dat hernieuwbaar is. Het mandaat mag op niet meer dan een jongere betrekking hebben. Het centrum mag geen mandaat ten uitvoer brengen dat als doel zou hebben investigaties, sociale enquêtes of medico-psychologisch onderzoek in te stellen om de beslissingsinstantie voor te lichten over de te nemen beslissing.

In het kader van een opdracht van overneming van een wederinschakeling in het gezin kan de beslissingsinstantie een mandaat van een duur van maximum één maand aan beide betrokken diensten toevertrouwen.

Het centrum stuurt een eerste verslag naar de beslissingsinstantie binnen de eerste drie maanden die volgen op de datum van het begin van de opvang. In dit verslag worden de verzoeken van de beslissingsinstantie en die van de gerechtigden vermeld, waarbij een analyse van de situatie en het programma van de overwogen hulpverlening worden gevoegd.

Een tweede verslag, opgestuurd aan de beslissingsinstantie, volgt binnen ten hoogste zes maanden na de datum van het begin van de opvang. Daarna zendt het centrum bijkomende verslagen ten hoogste om de vier maanden tot het einde van het mandaat.

Het maakt een syntheseverslag op, op het einde van het mandaat.

Wanneer het centrum door de jeugdrechtbank gemachtigd werd in het kader van de wet van 9 april 1965 en de dienst voor gerechtelijke bescherming een toezichtopdracht krijgt, zendt het centrum een afschrift van de verslagen aan de dienst voor gerechtelijke bescherming.

§ 2. Voor de toepassing van dit besluit moet verstaan worden onder aantal situaties bedoeld bij het opvoedingsproject het gemiddeld aantal situaties die simultaan behandeld worden. Het aantal effectieve situaties wordt bepaald door het aantal mandaten toevertrouwd aan de dienst. De aanvang van de opvang stemt overeen met de datum van het mandaat. ».

Art. 3. Artikel 4 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen:

« Artikel 4. De provisionele jaarlijkse toelage voor personeelskosten bedoeld bij de artikelen 31 tot 33 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de diensten bedoeld bij artikel 43 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, wordt aan het centrum toegekend op basis van de volgende normen :

voor een opvoedingsproject betreffende :

a) 18 situaties : 3 voltijdse ambten, waaronder :

1 directeur;

1 opsteller;

1 houder van een master of een licentiaat of 1 opvoeder 1e klasse of 1 maatschappelijk assistent of assistent in de psychologie. Er moet ten minste een halftijdse betrekking worden toegekend aan een master of licentiaat toegepaste psychologie of psychologische wetenschappen.

b) 30 situaties : 4 voltijdse ambten, waaronder :

1 directeur;

1 opsteller;

1 houder van een master of licentiaat. Er moet ten minste een halftijdse betrekking worden toegekend aan een master of licentiaat toegepaste psychologie of psychologische wetenschappen;

1 opvoeder 1e klasse of maatschappelijk assistent of assistent in de psychologie;

c) 40 situaties : 5 voltijdse ambten, waaronder :

1 directeur;

1 opsteller;

1 houder van een master of licentiaat. Er moet ten minste een halftijdse betrekking worden toegekend aan een master of licentiaat toegepaste psychologie of psychologische wetenschappen;

2 opvoeders 1e klasse of maatschappelijk assistenten of assistenten in de psychologie;

d) 52 situaties : 6 voltijdse ambten, waaronder :

1 directeur;

1 opsteller;

1,5 houder van een master of licentiaat. Er moet ten minste een halftijdse betrekking worden toegekend aan een master of licentiaat toegepaste psychologie of psychologische wetenschappen;

2,5 opvoeders 1e klasse of maatschappelijke assistenten of assistenten in de psychologie of ten hoogste 1 opvoeder klasse 2 A die ten minste vijf jaar opvoedingsambt in een erkende dienst telt in het kader van de hulpverlening aan de jeugd;

e) 66 situaties : 7 voltijdse ambten, waaronder :

1 directeur;

1 opsteller;

1,5 houder van een master of licentiaat. Er moet ten minste een halftijdse betrekking worden toegekend aan een master of licentiaat toegepaste psychologie of psychologische wetenschappen;

3,5 opvoeders 1e klasse of maatschappelijke assistenten of assistenten in de psychologie of ten hoogste 2 opvoeders klasse 2 A die ten minste vijf jaar opvoedingsambt in een erkende dienst telt in het kader van de hulpverlening aan de jeugd; ».

Art. 4. In artikel 5 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het punt B wordt door het volgende punt vervangen: « B. Psycho-sociaal personeel : maatschappelijk assistent of maatschappelijk assistent in de strafinrichtingen of assistent in de psychologie of ermee gelijkgesteld; de titularissen van een master of (een licentiaat) houder van een van de vijf masters (licenties) vermeld in de voormelde bijlage 3, behoudens de master (of licentie) in de rechten »;

2° het punt C wordt vervangen door het volgende punt C : « C. Administratief personeel : alle administratieve ambten; »;

3° artikel 5 wordt aangevuld met een punt E., luidend als volgt: « E. Technisch personeel: technisch personeel. ».

Art. 5. Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen:

« Artikel 6. De provisionele jaarlijkse toelage om werkingskosten bedoeld bij de artikelen 35 en 36 van het besluit bedoeld bij artikel 4 wordt toegekend aan het centrum op basis van de volgende verwijzingsnormen :

voor een opvoedingsproject betreffende :

a) 18 situaties : 15.661,37 euro, indexeerbaar.

b) 30 situaties : 16.800,49 euro, indexeerbaar.

c) 40 situaties : 21.356,20 euro, indexeerbaar.

d) 52 situaties : 26.697,64 euro, indexeerbaar.

e) 66 situaties : 32.295,01 euro, indexeerbaar. ».

Art. 6. De op de datum van inwerkingtreding van dit artikel erkende en gesubsidieerde diensten worden van rechtswege erkend op basis van de bepalingen bedoeld bij dit besluit. Het aantal situaties bepaald in het pedagogische project van de erkende dienst wordt bepaald op basis van het aantal gesubsidieerde betrekkingen de dag waarop dit besluit in werking treedt.

De subsidie bedoeld bij artikel 4 voor de diensten beoogd bij het eerste lid wordt vastgelegd in functie van het aantal gesubsidieerde betrekkingen binnen de dienst de dag die voorafgaat aan de datum van inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 7. Artikel 8 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 8. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2014.

Art. 9. De minister bevoegd voor de Hulpverlening aan de Jeugd, is belast met de uitvoering van dit besluit. Brussel, 10 oktober 2013.

De Minister-President,
R. DEMOTTE
De Minister van Jeugd,
Mevr. E. HUYTEBROECK

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2013/206128]

24 OCTOBRE 2013. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant certaines dispositions du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, Deuxième partie, Livre V, Titre XII, relatives à l'autorisation de prise en charge de personnes handicapées et aux services organisant des activités pour personnes handicapées

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code décretaal wallon de l'Action sociale et de la Santé, Deuxième partie, Livre IV;

Vu le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, Deuxième partie, Livre V, Titre XII;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'AWIPH, donné le 22 décembre 2011;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 18 octobre 2013;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 24 octobre 2013;

Vu les lois le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, l'article 3, § 1^{er};

Vu l'urgence;

Considérant le fait qu'il est important de donner rapidement un cadre réglementaire et de pouvoir ainsi fixer les montants des subventions pour les services fonctionnant sous le couvert de l'autorisation de prise en charge acceptant d'héberger ou d'accueillir des personnes handicapées prioritaires en situation d'urgence placées par l'AWIPH ainsi que pour les services organisant des activités pour personnes handicapées acceptant de prendre en charge des personnes handicapées prioritaires en situation d'urgence placées par l'AWIPH;

Sur la proposition de la Ministre de l'Action sociale;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Dans le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, Deuxième partie, Livre V, Titre XII, l'intitulé « Chapitre V. — Autorisation de prise en charge » est remplacé par l'intitulé suivant : « Titre XII/1. — Autorisation de prise en charge ».

Art. 3. Dans le même Code, Deuxième partie, Livre V, Titre XII, il est inséré un Chapitre V, comportant les articles 1348/1 à 1348/3, rédigé comme suit :

« Chapitre V. — Prise en charge de la personne handicapée prioritaire.

Art. 1348/1. § 1^{er}. Dans la limite du crédit budgétaire réservé à cet effet, un point d'agrément supplémentaire peut être accordé pour la prise en charge nominative de personnes handicapées déclarées prioritaires et en situation d'urgence. Ce point d'agrément donne lieu à une subvention particulière.

§ 2. Est considérée comme personne handicapée prioritaire, la personne atteinte d'une des déficiences suivantes :

1° paralysie cérébrale, sclérose en plaques, spina-bifida, myopathie ou neuropathie;

2° déficience intellectuelle profonde;

3° déficience intellectuelle sévère;

4° troubles moteurs, dysmélie, poliomyélite, malformation du squelette et des membres avec handicap associé;

5° troubles envahissants du développement et troubles du comportement associés aux handicaps;

6° autisme;

7° lésion cérébrale congénitale ou acquise.

§ 3. Pour être considérée comme étant en situation d'urgence, la personne handicapée doit répondre à un des critères suivants :

1° le principal soutien familial n'est plus en mesure d'assurer sa mission;

2° la situation actuelle présente un danger pour l'intégrité de la personne ou de tiers;

3° la personne a subi plusieurs exclusions.

Art. 1348/2. § 1^{er}. Le tarif pour une prise en charge en résidentiel s'élève à 21.915,85 euros en base annuelle.

Le tarif pour une prise en charge en accueil s'élève à 16.916,45 euros en base annuelle.

§ 2. La subvention du service s'obtient en multipliant le tarif par le nombre de jours de prise en charge durant l'année divisé par 365 ou 366 et ce, compte tenu du type de prise en charge et du quota hebdomadaire de fréquentation.

Sont considérées comme journées de prise en charge, les journées comprises entre la date d'octroi du point d'agrément ou la date d'entrée effective (si celle-ci est postérieure) et la date de la sortie de la personne.

§ 3. Ces montants sont liés aux fluctuations de l'indice des prix (indice santé) conformément aux règles prescrites par la loi du 1^{er} mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix du Royaume de certaines dépenses du secteur public et ce, au prorata des mois concernés.

Art. 1348/3. L'accueil d'une personne handicapée prioritaire en situation d'urgence donne lieu à une adaptation des normes d'encadrement compte tenu de cette prise en charge supplémentaire.